MACROÉCONOMIE



Élections de mi-mandat aux États-Unis : impasse budgétaire à l'horizon ?

AUTEURS

Alessia Berardi
Responsable Macroéconomie mondiale et Stratégie des marchés émergents, Amundi Investment Institute

Annalisa Usardi
Économiste senior, Responsable de la modélisation des économies avancées, Amundi Investment Institute

Guy Stear
Responsable de la stratégie marchés développés, Amundi Investment Institute

Jean-Baptiste Berthon
Stratégiste en investissement, Amundi Investment Institute

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

Selon nous, l'issue la plus probable est un Congrès divisé. Les démocrates remporteraient la Chambre des représentants et les républicains conserveraient le Sénat ; un scénario qui préserverait une certaine continuité de la politique et qui limiterait les possibilités de réformes budgétaires ou législatives majeures. Une victoire démocrate dans les deux chambres du Congrès est également très probable. Elle augmenterait le risque d'un programme plus interventionniste, malgré les contraintes que ferait toujours peser le déficit budgétaire. À l'inverse, il est peu probable que les républicains conservent le contrôle des deux chambres.

Les marchés anticipent de plus en plus une victoire démocrate dans les deux chambres, mais des risques politiques subsistent. Une Chambre des représentants démocrate est largement intégrée dans les cours du marché, tandis que le Sénat reste la principale incertitude. Un rebond républicain ou une utilisation plus agressive des pouvoirs exécutifs pourraient encore surprendre les marchés.

Les élections de mi-mandat (« midterms ») pourraient modifier la dynamique des performances sectorielles. La poursuite des investissements dans l'IA devrait soutenir les technologies de l'information, et l'élargissement des dépenses d'investissement devrait profiter à l'industrie et aux matériaux. L'incidence sur l'énergie pourrait être contrastée : d'un côté, la hausse des prix de l'énergie reste favorable au secteur ; de l'autre, une opposition moins marquée aux énergies renouvelables pourrait les rendre plus compétitives.

Élections de mi-mandat aux États-Unis : vers un gouvernement divisé, une impasse budgétaire et des pressions sectorielles

Les élections américaines de mi-mandat détermineront le contrôle de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat. L'intégralité des 435 sièges de la Chambre des représentants seront renouvelés, ainsi que les 33 sièges du Sénat dans le cadre du renouvellement ordinaire. À l'heure actuelle, les républicains contrôlent les deux chambres : la Chambre des représentants compte 220 républicains, contre 215 démocrates, tandis que le Sénat compte 53 républicains, 45 démocrates et 2 indépendants qui siègent aux côtés des démocrates. La chambre la plus susceptible de basculer est la Chambre des représentants, où les républicains ne disposent que d'une courte majorité. À l'inverse, il est plus difficile de faire basculer la majorité au Sénat, car seul un tiers des sièges sont renouvelés à chaque élection.

Dans ce contexte, l'issue la plus probable est celle d'un gouvernement divisé, la Chambre des représentants revenant aux démocrates et le Sénat restant républicain. Un gouvernement divisé limiterait les options politiques de Donald Trump sur le plan intérieur. En règle générale, lorsque les présidents sont confrontés à ce problème, ils ont tendance à se concentrer davantage sur la politique étrangère. Il est donc probable que les États-Unis adoptent une position plus interventionniste. Les derniers sondages suggèrent également que les élections pourraient être marquées par un clivage partisan plus important que d'habitude. Certains observateurs craignent un recul démocratique - notamment des tentatives d'influencer la participation ou d'intimider les électeurs - ce qui aurait pour effet d'éroder encore davantage la confiance dans les institutions américaines et de renforcer l'incertitude politique.

Implications macroéconomiques

Les conséquences macroéconomiques des élections de mi-mandat devraient être limitées par l'équilibre des pouvoirs au Congrès, et donc par l'ampleur de l'impasse budgétaire. Dans le scénario le plus probable d'un gouvernement divisé, il devrait être plus difficile d'adopter de nouvelles mesures budgétaires importantes, y compris de nouvelles réductions d'impôts.

Même si aucune modification importante de la législation fiscale en vigueur ne serait à l'ordre du jour, la marge de manœuvre politique pour mettre en œuvre de nouvelles mesures de relance ou une vaste réforme fiscale serait limitée. À terme, la politique budgétaire devrait donc rester globalement neutre voire légèrement restrictive, les déficits devraient rester élevés et l'ombre de la dette devrait continuer de planer en toile de fond.

Scénarios des élections de mi-mandat

Scénario	Implication
 **Les démocrates remportent la Chambre, les républicains conservent le Sénat**	Un tel scénario impliquerait une continuité plutôt qu'une remise en question de la politique budgétaire. Même si aucune modification importante de la législation fiscale en vigueur ne serait envisagée, les républicains auraient plus de difficultés à faire adopter de nouvelles mesures de relance budgétaire de grande envergure. En pratique, cela laisse très peu de marge de manœuvre au Congrès. Le débat politique serait probablement rythmé par des bras de fer budgétaires réguliers, des négociations sur les dépenses, des menaces de paralysie de l'État et des différends sur le plafond de la dette, qui deviendraient alors des sources récurrentes de volatilité. Du point de vue des politiques publiques, l'ordre du jour de l'exécutif resterait globalement inchangé. Les droits de douane, la politique commerciale, les mesures en matière d'immigration, la déréglementation et le contrôle des exportations continueraient d'être principalement dictés par la Maison-Blanche par le biais de décrets présidentiels et de mesures réglementaires plutôt que par l'adoption de nouvelles lois. Un Sénat républicain conserverait toujours la capacité de confirmer la nomination des juges, des hauts fonctionnaires et des gouverneurs de la Réserve fédérale. Le résultat global serait une effervescence politique interne plus importante à Washington, qui s'accompagnerait d'une opposition plus forte au programme républicain et d'une probabilité accrue d'enquêtes sur des personnalités politiques.
 **Les démocrates remportent la Chambre et le Sénat**	Une prise de contrôle des deux chambres par les démocrates constituerait un séisme politique, mais ne leur permettrait pas automatiquement d'imposer leur programme budgétaire. Leurs priorités seraient probablement davantage axées sur la redistribution que sur l'austérité, en mettant l'accent sur la santé. Les démocrates pourraient s'efforcer de rétablir les aides renforcées de l'Affordable Care Act qui ont expiré fin 2025, annuler la réduction de l'enveloppe budgétaire allouée à Medicaid et étendre la couverture santé. Toutefois, ces mesures ne pourraient pas être adoptées unilatéralement. Donald Trump conserverait toujours son droit de veto sur les hausses d'impôts ou les tentatives d'abrogation de sa loi budgétaire, et le contournement d'un tel veto nécessiterait une majorité des deux tiers dans les deux chambres, ce qui est clairement hors de portée. La principale différence dans ce scénario serait un contrôle plus important du pouvoir présidentiel. Un Congrès démocrate pourrait créer davantage d'obstacles pour l'administration, notamment en ce qui concerne les nominations judiciaires, réglementaires et celles à la Réserve fédérale. Le débat politique deviendrait plus conflictuel, sans pour autant déboucher sur une remise à plat complète des politiques publiques. L'orientation budgétaire pourrait devenir plus neutre voire restrictive l'année prochaine avec le retrait progressif des mesures de relance, bien qu'il n'existe toujours pas de voie crédible vers un programme de stabilisation de la dette à grande échelle. L'ampleur des déficits devrait rester en toile de fond, le scénario de référence du Congressional Budget Office (CBO) anticipant des déficits d'au moins 5,6 % du PIB sur la période 2026-2036.
 **Les républicains conservent à la fois la Chambre des représentants et le Sénat**	Ce résultat reste peu probable, mais il doit tout de même être évoqué. Si les républicains conservent les deux chambres, le débat politique pourrait s'orienter vers un programme budgétaire plus affirmé, dans la continuité de l'approche actuelle de l'exécutif. Une telle configuration réduirait le risque d'un gouvernement divisé, souvent synonyme d'impasse budgétaire, mais ne ferait pas disparaître les pressions sous-jacentes sur la dette et le déficit. Même dans ce scénario, le débat budgétaire resterait probablement limité par le poids croissant de la dette et une éventuelle consolidation budgétaire à long terme ne serait pas politiquement crédible dans un avenir prévisible.

Il devrait exister des différences entre les trois scénarios, en particulier dans la manière d'utiliser la législation pour soutenir certains pans de l'économie :

1. **Consommateurs : mesures de soutien/redistribution.** Si le résultat le plus probable, à savoir un gouvernement divisé, l'emporte, la marge de manœuvre restera limitée pour faire adopter de nouvelles baisses d'impôts susceptibles d'augmenter sensiblement les revenus disponibles des ménages dans les différentes tranches de revenus. Les démocrates, s'ils parviennent à asseoir leur présence, mettront sans doute davantage l'accent sur la redistribution, le soutien à la santé et les aides pour les ménages à faibles revenus ; des mesures qui pourraient apporter un soutien marginal à la consommation, sans nécessairement lui donner un véritable coup de fouet. En revanche, une vague républicaine augmenterait la probabilité de nouvelles baisses d'impôts, ce qui soutiendrait les dépenses et la croissance, mais contribuerait également à creuser les déficits. **Dans tous les cas, l'effet sur la consommation devrait être indirect et modeste au regard du cycle macroéconomique global, qui est actuellement dicté par l'évolution des dépenses d'investissement liées aux technologies et à l'IA.**
2. **Cycle des dépenses d'investissement : les élections de mi-mandat pourraient avoir une incidence très nette sur les conditions d'investissement.** Nous pensons que les dispositions en matière de déduction immédiate des dépenses d'investissement et d'amortissement bonifié introduites par l'administration actuelle et déjà inscrites dans le code des impôts devraient rester en place en cas de Congrès divisé et apporter un soutien significatif aux dépenses d'investissement. Elles devraient continuer de favoriser les investissements éligibles dans les équipements, les machines et les logiciels, et contribuer à élargir le thème d'investissement au-delà de la technologie et de l'IA à un plus large éventail d'investissements professionnels. Dans ces conditions, nous pensons que la dynamique des dépenses d'investissement devrait rester globalement inchangée. Dans l'éventualité d'un gouvernement divisé, l'impasse budgétaire constituerait le scénario de base, ce qui accentuerait l'incertitude entourant l'environnement politique, l'émission de dette et la prime de terme. Le risque serait d'autant plus important qu'il augmenterait la probabilité de paralysie budgétaire ou d'impasse politique prolongée sur le plafond de la dette, ce qui aurait pour effet de limiter l'ampleur du cycle des dépenses d'investissement ou de mettre en évidence les faiblesses des pans les plus vulnérables de l'économie.
3. **Dans le contexte des investissements, l'un des thèmes majeurs est l'impact sur les secteurs liés à l'IA**, notamment à travers la réglementation et le déploiement des infrastructures. Malgré une visibilité accrue du débat politique autour de l'IA au niveau fédéral, les effets pratiques devraient être de plus en plus ressentis à travers des réglementations étatiques et locales, en particulier dans des domaines tels que le zonage, les permis, l'accès à l'électricité, l'utilisation de l'eau et les règles environnementales. Cette question est importante, car les centres de données sont un goulot d'étranglement majeur dans le cycle d'investissement de l'IA. Un environnement réglementaire plus restrictif pourrait accroître les coûts, allonger les délais des projets et affecter les dépenses d'investissement consacrées aux services aux collectivités, aux infrastructures et à l'IA. Les effets, même s'ils devraient probablement concerner des secteurs spécifiques plutôt que l'ensemble de l'économie, pourraient tout de même peser sur les intentions d'investissement et les valorisations du marché. Il n'est toutefois pas possible d'établir une distinction claire entre les scénarios de mi-mandat : dans les États les plus exposés à la réglementation en matière d'IA et aux pressions sur les infrastructures, on perçoit de plus en plus un clivage partisan entre d'une part, les démocrates, qui tendent à privilégier un encadrement plus strict et, d'autre part, les républicains, qui mettent généralement en avant l'innovation et un déploiement plus rapide. Toutefois, le problème n'est pas uniquement idéologique : les préoccupations locales concernant la demande en électricité, l'utilisation de l'eau, le zonage et le coût de construction des centres de données peuvent susciter des réticences à l'adoption de nouvelles réglementations qui dépassent les oppositions traditionnelles entre les partis. Ainsi, même si une victoire des démocrates rendait plus probable un durcissement de la réglementation, celui-ci se concentrerait probablement sur des domaines tels que la protection des consommateurs, l'impact sur l'emploi, les coûts environnementaux, la consommation d'énergie et les autorisations locales. À l'échelle de l'économie, compte tenu des priorités géopolitiques de l'administration actuelle, nous pensons que l'accent continuerait à être mis sur l'innovation, la compétitivité et l'accélération du déploiement des infrastructures dans la course au leadership de l'IA.
4. **L'impact macroéconomique direct devrait être très limité en ce qui concerne l'inflation**, mais il pourrait y avoir des répercussions sur les composantes de l'inflation. En cas de majorité écrasante des démocrates dans les deux chambres, une extension ou une réintroduction des aides de l'Obamacare resterait assez peu probable, comme nous l'avons souligné ci-dessus. Si les démocrates réussissaient néanmoins à faire adopter de telles mesures, celles-ci pourraient affecter plus nettement les composantes liées à la santé de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de l'indice des dépenses de consommation des ménages (PCE), d'autant plus que les soins médicaux ont un poids significatif dans les deux paniers. Elles pourraient entraîner des variations temporaires des niveaux d'inflation, même s'il est peu probable que cet effet soit suffisamment important pour modifier sensiblement la trajectoire globale de l'inflation à moyen terme.

En résumé

Le scénario le plus probable à l'issue des élections de mi-mandat est celui d'un gouvernement divisé, qui aurait pour effet de limiter l'ambition législative sur le plan intérieur, tout en laissant le pouvoir exécutif largement aux commandes des principaux points de l'ordre du jour politique. L'importance macroéconomique de ce scénario réside principalement dans la possibilité d'une impasse budgétaire plutôt que dans un changement de cap de l'orientation politique, avec un risque plus élevé de paralysie de l'État, une politique budgétaire plus restrictive et une prime d'incertitude politique plus élevée.

Quel pourrait être l'impact des élections de mi-mandat sur les actifs et les secteurs américains ?

Les secteurs des technologies de l'information et de l'énergie ont fortement surperformé depuis la réélection de Donald Trump. En revanche, les services de communication et les services aux collectivités ont sous-performé, et même si cela s'explique en partie par leur bêta plus faible dans un contexte de marché haussier, ces deux secteurs sont également les seuls à afficher un alpha négatif sur la période.

Les gagnants de la première moitié du second mandat de Donald Trump seront-ils les perdants après les élections de mi-mandat ? C'est possible dans certains secteurs. L'intelligence artificielle pourrait être confrontée à un durcissement de la réglementation en cas de reprise du contrôle du Congrès par les démocrates, même si le président a clairement fait part de son opposition aux réglementations susceptibles de freiner les avancées technologiques. Nous pensons toutefois que les investissements se poursuivront, la technologie restant davantage un moteur que la politique. Ils devraient soutenir les **technologies de l'information** (TI), et des secteurs comme **l'industrie** et les **matériaux** pourraient bénéficier d'un élargissement de la tendance des investissements.

L'impact sur le secteur de l'énergie pourrait être mitigé. Une progression des démocrates au Congrès pourrait contribuer à lever les oppositions à l'utilisation des énergies renouvelables et accroître leur compétitivité par rapport aux combustibles fossiles. Dans le même temps, une position plus interventionniste des États-Unis en cas de gouvernement divisé pourrait entraîner des tensions prolongées au Moyen-Orient, ce qui maintiendrait les prix de l'énergie à des niveaux élevés plus longtemps.

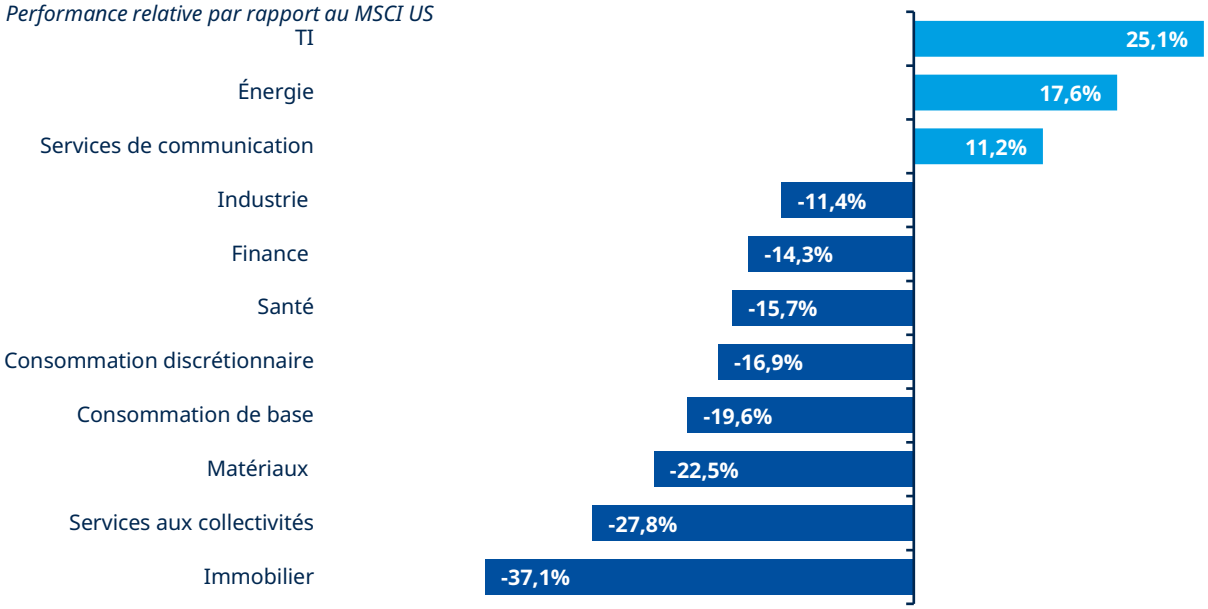
Tout changement de la dynamique du secteur de l'énergie pourrait également affecter les services aux collectivités, compte tenu de la corrélation négative entre les performances des deux secteurs depuis le début du deuxième trimestre de cette année.

Le **secteur de la santé** a été pénalisé par les commentaires du président Trump sur les prix des médicaments, même si la critique du président portait davantage sur la faiblesse des prix payés par les consommateurs étrangers que sur les prix élevés payés par les consommateurs américains. Dans ce contexte, nous pensons que le secteur pourrait rebondir. Un Congrès dominé par les démocrates pourrait toutefois entraîner l'ouverture d'enquêtes sur le secteur de l'assurance-santé, compte tenu de la colère des électeurs à son égard.

La performance des **valeurs financières** dépendra de la réglementation, mais aussi de l'orientation des rendements obligataires et du coût du risque. La réglementation est probablement davantage du ressort de la Fed que de celui du Congrès, et il est peu probable que les élections de mi-mandat changent quoi que ce soit à cette tendance. Toutefois, le scénario d'un gouvernement divisé pourrait ralentir considérablement les progrès de la réduction des déficits. En conséquence, la courbe des taux pourrait se pentifier et accroître les marges nettes des banques. Elle pourrait également favoriser le maintien d'une croissance réelle solide et empêcher une augmentation du coût du risque, ce qui permettrait aux valeurs financières d'améliorer leur performance par rapport au reste du marché. En revanche, de nouvelles hausses des taux d'intérêt nominaux devraient continuer à peser sur le secteur **immobilier**.

Les technologies de l'information et l'énergie ont enregistré les meilleures performances sectorielles depuis la réélection de Trump

Performance relative par rapport au MSCI US



Source : Amundi Investment Institute, Bloomberg, calculs au 19 octobre 2026. Performance depuis le 5/11/2024. Performance des indices MSCI en USD.

Les marchés anticipent une impasse budgétaire sans perspective de sortie

Les cours de marché à l'approche des élections de mi-mandat 2026 ne reflètent pas simplement une incertitude croissante, mais une réévaluation du scénario de référence. Le scénario d'un gouvernement divisé, partagé par le consensus des analystes en septembre, a laissé place à une probabilité plus élevée d'une victoire démocrate. Les marchés ne sont pas seulement plus nerveux ; ils commencent à intégrer un changement de donne sur le plan politique.

Ce changement obéit à une logique politique. Le contexte macroéconomique reste favorable : des marchés stables, une croissance résiliente et un effet de richesse croissant. Toutefois, les facteurs déterminants pour les élections de mi-mandat (pouvoir d'achat, prix de l'essence, sentiment des ménages et approbation des électeurs indécis) ne se sont pas améliorés, et le conflit iranien a accentué ces pressions. Bien que le capital politique de Donald Trump reste globalement satisfaisant, il ne bénéficie pas du même niveau de confiance auprès des catégories d'électeurs qui pourraient justement lui permettre de l'emporter.

Les marchés considèrent désormais comme quasiment acquis le scénario d'une Chambre des représentants démocrate. Bien que les marchés de prédiction privilégient de plus en plus une victoire démocrate dans les deux chambres, notre scénario central reste celui d'un Congrès divisé, reflétant notre évaluation de la carte électorale et l'incertitude qui subsiste autour des élections sénatoriales. Un Sénat démocrate aurait la possibilité de contrôler la nomination des juges et des responsables de la Fed, posant ainsi des limites au pouvoir de la Maison-Blanche d'une manière qui va bien au-delà des injonctions adressées par les commissions parlementaires.

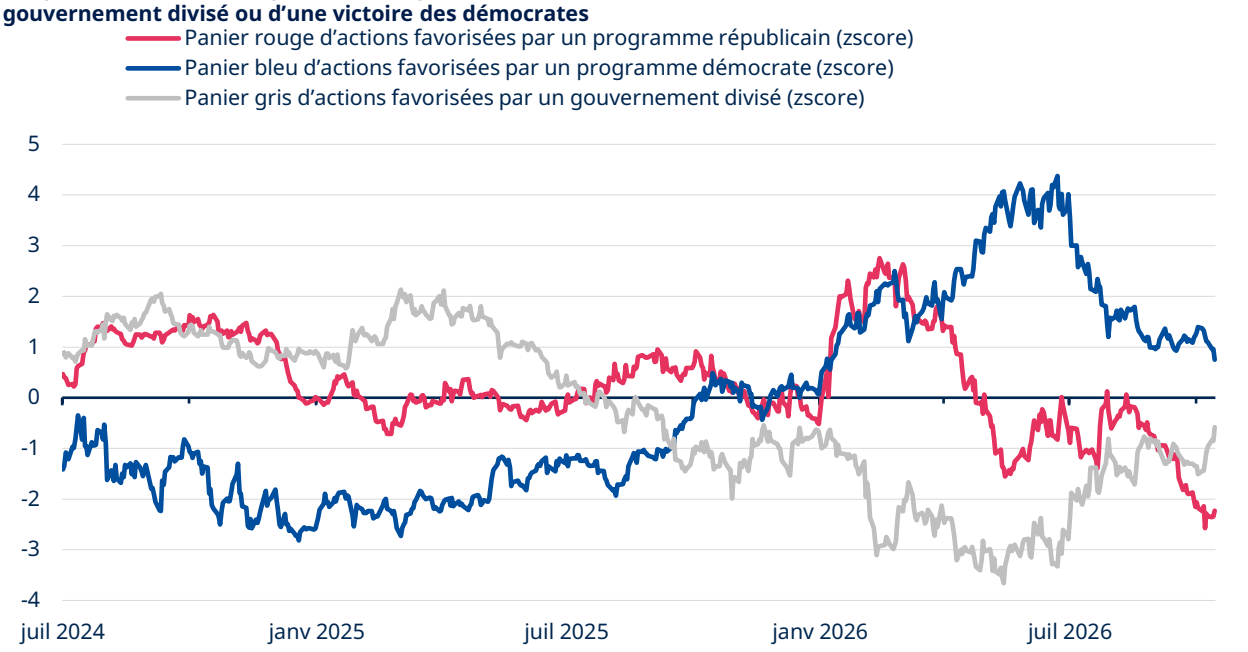
Les paniers de valeurs exposées aux risques politiques et aux risques liés aux politiques publiques complètent le tableau (voir le graphique ci-dessous). Les valeurs qui ont tendance à bénéficier d'un programme républicain se sont considérablement affaiblies, mais les actifs susceptibles d'être favorisés par un programme démocrate ne progressent pas non plus. Les marchés convergent plutôt vers une vision plus simple : quel que soit le vainqueur, la mise en place d'une politique ambitieuse n'est plus à l'ordre du jour. Les marchés anticipent déjà des ambitions budgétaires limitées, des tensions commerciales modérées et la poursuite de l'application de mesures anti-immigration par décrets présidentiels.

L'incertitude est également visible sur le marché des options. La volatilité implicite des actions pour les échéances post-électorales a nettement dépassé celle des échéances pré-électorales, signe d'une période prolongée d'incertitude politique après le vote.

La hausse des taux complique la situation, en augmentant le coût de la confrontation budgétaire. Les risques de paralysie de l'État, de tensions autour du plafond de la dette et d'impasse budgétaire seraient plus élevés dans le cas d'un Congrès à majorité démocrate. Lors des cycles précédents, l'impasse donnait lieu à un rebond de soulagement. Aux niveaux de rendement actuels, ce ne sera peut-être pas le cas.

En résumé : un changement de majorité au sein de la Chambre des représentants est largement anticipé, et une victoire démocrate dans les deux chambres est de plus en plus intégrée dans les cours. L'autre grande surprise serait un rebond républicain, le scénario le moins anticipé et le plus susceptible d'entraîner une dislocation des marchés. La question la plus importante qui se pose après les élections est de savoir si une Maison-Blanche disposant d'une marge de manœuvre limitée réagira avec modération ou aura recours aux outils de l'exécutif (droits de douane, politique chinoise, immigration, pressions sur la Fed) de manière plus agressive que les marchés ne l'anticipent actuellement. Ce risque n'est pas encore pleinement intégré dans les cours.

Les paniers de valeurs exposées au risque des élections de mi-mandat aux États-Unis vont dans le sens d'un gouvernement divisé ou d'une victoire des démocrates



Source : Amundi Investment Institute, Bloomberg, Macrobond. Données au 14 octobre 2026. Le graphique montre les z-scores des paniers d'actions qui ont tendance à bénéficier d'un programme républicain, démocrate ou d'une impasse politique, illustrant l'évolution des cours du marché dans ces scénarios. Les scores Z mesurent l'écart entre chaque série et sa performance moyenne en termes d'écarts-types. Un z-score plus élevé signifie qu'un panier se négocie bien au-dessus de son niveau historique moyen, tandis qu'un score plus faible indique une valorisation relative plus faible.

Contributeurs AII*

Alessia Berardi
Responsable Macroéconomie mondiale et Stratégie des marchés émergents, AII*

Anna Rosenberg
Responsable géopolitique, AII*

Annalisa Usardi
Économiste senior, Responsable de la modélisation des économies avancées, AII*

Jean-Baptiste Berthon
Stratégiste multi-actifs senior, AII*

Guy Stear
Responsable de la stratégie marchés développés, AII*

Rédacteurs en chef

Monica Defend
Directrice de l'Amundi Investment Institute

Vincent Mortier
Directeur des investissements du Groupe

Rédacteurs

Claudia Bertino
Responsable des analyses d'investissement et de la publication, AII*

Laura Fiorot
Responsable des analyses d'investissement et de la division clientèle, AII*

Rédacteur en chef adjoint

Cy Crosby Tremmel
Analyses d'investissement, AII*

Conceptrice rédactrice

Chiara Benetti
Directrice artistique numérique et conceptrice senior, AII*

Alice Girondeau
Spécialiste junior de l'édition numérique, AII*

* Amundi Investment Institute

INFORMATIONS IMPORTANTES

Mentions légales de MSCI disponibles ici

Ce document est uniquement destiné à des fins d'information.

Il ne constitue ni une offre de vente, ni une sollicitation d'offre d'achat, ni une recommandation d'un quelconque titre ou de tout autre produit ou service. Les titres, produits ou services cités en référence peuvent ne pas être enregistrés à la vente auprès de l'autorité compétente de votre juridiction et sont susceptibles de ne pas être agréés ou supervisés par une autorité gouvernementale ou similaire de votre juridiction.

Les informations contenues dans le présent document sont réservées à votre usage interne, ne peuvent pas être reproduites ou rediffusées sous une quelconque forme et ne peuvent pas servir de base ou de composante d'un quelconque instrument ou produit financier ou indice.

En outre, aucun élément du présent document n'est destiné à fournir un conseil fiscal, juridique ou d'investissement.

Sauf indication contraire, toutes les informations figurant dans le présent document proviennent d'Amundi Asset Management S.A.S. et datent du 20 octobre 2026. La diversification ne saurait garantir un gain ou protéger contre une perte. Ce document est fourni « en l'état » et l'utilisateur de ces informations assume l'intégralité des risques liés à toute utilisation qui pourrait en être faite. Les données historiques et les analyses ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie concernant toute analyse, prévision ou prédiction de performance future. Les opinions exprimées au sujet des tendances du marché et de l'économie sont celles de l'auteur et pas nécessairement d'Amundi Asset Management S.A.S. Elles sont susceptibles d'évoluer à tout moment en fonction des conditions de marché et autres, et aucune assurance ne peut être donnée quant au fait que la performance des pays, marchés ou secteurs sera telle qu'anticipée. Ces opinions ne doivent pas être utilisées comme un conseil d'investissement, une recommandation à l'égard d'un titre ou une indication de transaction pour un quelconque produit d'Amundi. Investir comporte des risques, notamment de marché, politiques, de liquidité et de change.

En outre, toute personne impliquée dans la production de ce document ne saurait en aucun cas être tenue responsable de tout dommage direct, indirect, spécial, accessoire, punitif, consécutif (y compris, sans limitation, le manque à gagner) ou de tout autre dommage.

Date de première utilisation : 20 octobre 2026.
Identifiant du document : 6037656

Document publié par Amundi Asset Management, société par actions simplifiée (S.A.S) au capital de 1 143 615 555 euros - Société de gestion de portefeuille régie par l'AMF sous le numéro GP04000036 – Siège social : 90-93 boulevard Pasteur – 75015 Paris – France – 437 574 452 RCS Paris – www.amundi.com

Crédit photo : Rhenizara S @Getty Images Plus

Amundi Investment Institute

Dans un monde de plus en plus complexe et en mutation, les investisseurs ont un besoin essentiel de mieux comprendre leur environnement et l'évolution des pratiques d'investissement pour définir leur allocation d'actifs et construire leurs portefeuilles.

Cet environnement recouvre des dimensions économiques, financières, géopolitiques, sociétales et environnementales. Pour répondre à ce besoin, Amundi a créé l'Amundi Investment Institute. Cette plateforme de recherche indépendante regroupe les activités de recherche, de stratégie de marché, d'analyse thématique et de conseil en allocation d'actifs d'Amundi sous un même chapeau : l'Amundi Investment Institute. Son objectif est de produire et de diffuser des travaux de recherche et de réflexion qui anticipent et innovent au profit des équipes de gestion et des clients.

Obtenez les dernières actualités en matière de :



- Géopolitique
- Économie et marchés
- Stratégie de portefeuille
- Analyses ESG
- Hypothèses sur les marché des capitaux
- Recherche multi-actifs
- Actifs réels et alternatifs

Rendez-nous visite sur

Visitez le Research Center

Amundi
Investment Solutions

Trust must be earned